

Face à face Hollande - Sarkozy (2/3) : Politique intérieure & extérieure

Article rédigé par *Astrid Coeurderoy*, le 26 avril 2012

A l'intérieur

Politiques publiques

Nicolas Sarkozy aura recours au référendum quand ce sera nécessaire pour surmonter les blocages, il réduira le nombre de sièges de parlementaires et accordera une dose de proportionnelle aux élections législatives. Pour une norme créée, deux normes seront supprimées.

François Hollande arrêtera la RGPP et l'application mécanique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Il réduira de 30 % la rémunération du président de la République et des ministres. Il fera voter une loi sur le renforcement de la démocratie et des libertés locales prévoyant l'abrogation du conseiller territorial. Il introduira une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale et fera voter une loi sur le non-cumul des mandats.

Sécurité, justice et immigration

Sur l'immigration, **Nicolas Sarkozy** veut la réduire de moitié et conditionner le regroupement familial à la connaissance de la langue française. Il exigera que l'Europe contrôle ses frontières, et, si dans un an, la question n'est pas réglée, la France rétablira des contrôles ciblés à ses frontières en renégociant les accords de Schengen. Notre président maintiendra la tradition du droit d'asile en le protégeant de ses détournements et recentrera l'aide médicale d'Etat sur les situations d'urgence sanitaire et les risques épidémiques. Il augmentera les reconduites à la frontière.

François Hollande autorisera le droit de vote aux étrangers aux élections locales. Il conduira une politique de régularisation et luttera contre les filières de travail clandestin.

Sur la justice, **Nicolas Sarkozy** reformera la justice des mineurs en créant un code pénal spécifique. Il y aura aussi un droit d'appel des victimes dans les cours d'assises, en correctionnelle et lors des remises en liberté. Il supprimera les réductions de peine automatiques pour les peines de moins de deux ans, interdira la libération conditionnelle avant les deux tiers de la peine. En ce qui concerne les prisons, il veut atteindre un objectif de 80 000 places.

François Hollande veut garantir l'indépendance de la justice et des magistrats, faciliter l'accès à une justice de proximité, assurer l'exécution effective des peines et une détention dans des conditions conformes à la dignité de la personne.

Sur la sécurité, **Nicolas Sarkozy** veut améliorer la visibilité des forces de sécurité en renforçant leur présence sur le terrain, gagner en efficacité en coordonnant mieux les forces de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la police municipale.

Pour une meilleure sécurité, **François Hollande** veut créer 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité, définir des zones de sécurité prioritaires où déployer quotidiennement une police des quartiers, cadrer l'utilisation de la vidéo-surveillance.

A l'extérieur

Union européenne

Pour **Nicolas Sarkozy**, « l'Europe ne doit pas être une menace mais une protection. » Il souhaite une harmonisation des traités et des institutions. Concernant l'euro, il souhaite le sauver avec Angela Merkel. Il a d'ailleurs fait adopter en mars 2010 un mécanisme européen de stabilité pour soutenir l'euro et les pays en difficulté. Sarkozy a inscrit dans son programme présidentiel un gel de la contribution de la France au budget de l'Union européenne, indiquant que la mesure permettrait d'économiser, selon lui, 600 millions d'euros par an. Il a réitéré son opposition à toute hausse du budget européen en réaction à la proposition d'augmentation de 6,8% de celui-ci en 2012 formulée par la Commission de Bruxelles. Sur l'agriculture européenne, Nicolas Sarkozy se prononce pour la simplification des contraintes environnementales, la réorganisation des « filières » et le maintien du budget de la PAC en euros courants.

François Hollande renégociera le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) dans cette direction. Il défendra une association pleine et entière des parlements nationaux et européens à ces décisions. Cinquante ans après le traité de l'Elysée, il proposera l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand. Hollande souhaite que l'Europe de la défense prenne une nouvelle dimension. Sur l'euro, il proposera aux Etats-membres un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance pour sortir de la crise et de la spirale d'austérité qui l'aggrave. Il proposera également de créer des euro-obligations et défendra un budget européen (2014-2020) au service des grands projets d'avenir.

François Hollande milite pour un budget européen ambitieux dans le cadre de la révision de la PAC. Il propose une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale.

Défense et diplomatie

Pour **Nicolas Sarkozy**, la Défense nationale garantit la protection des Français et « l'influence de la France ». « Condition essentielle de notre souveraineté », elle doit être au cœur de l'effort national. Le « lien armée-Nation » sera renforcé avec la commémoration du 11 novembre comme « Journée nationale de la mémoire et du souvenir pour tous les morts pour la France ». Nicolas Sarkozy renforcera les capacités d'intervention de la France dans les opérations extérieures et développera des partenariats stratégiques. Pour lui, la participation française à l'OTAN est un moyen d'accroître l'influence de la France au même titre que les initiatives en faveur d'une défense européenne. Sur la francAfrique, Sarkozy dit que « les réseaux occultes, les intermédiaires douteux entre la France et l'Afrique » n'existent plus. Il prône un soutien aux régimes démocratiquement élus, la sécurité alimentaire et veut accroître l'aide au développement. Quant à la Libye, il l'accompagnera dans la mise en place des institutions.

François Hollande propose que l'obligation de servir ne soit plus maintenue. Au lendemain du 6 mai, si

Hollande est élu, « la France engagera le retrait de ses troupes combattantes d'Afghanistan ». En revanche, il engagera les troupes françaises en Syrie. François Hollande évaluera les effets concrets de la réintégration de la France dans l'OTAN dans le but d'une « coopération militaire accrue au sein de l'Union avec la construction d'un pilier européen ». Il recentrera les missions de l'Alliance sur « la préparation de la défense collective ». L'Europe doit « prendre la place qui lui revient dans l'organisation de la défense de son territoire ». Sur la francafrique, Hollande en finira « avec ces rapports de domination, d'influence et d'affairisme ». Il retirera les troupes de Côte-d'Ivoire. Il accélèrera l'aide à la Tunisie post-Ben Ali. Enfin, dans sa *Lettre aux Français* (25.04.2012), le candidat conclut en évoquant sa « passion pour la France » et s'engage à « porter haut la voix de la France dans le monde pour défendre nos valeurs et respecter nos intérêts ».

Retrouvez tous les articles sur la présidentielle dans notre dossier :